

CONVENTION

AIDE à L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (AIE)

VALENCE ROMANS AGGLO

DEPARTEMENT DE LA DROME

TRAPIER MECANIQUE DE PRECISION

- Vu le Code des collectivités territoriales et notamment son article L1511-3 tel que modifié par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le règlement RGEC (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprise de VALENCE ROMANS AGGLO, adopté par délibération du Conseil communautaire du 29/03/2017 ;
- Vu la convention de délégation d'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprise entre Valence Romans Agglo et le Département de la Drôme signée le 21/06/2017 ;
- Vu la demande déposée par TRAPIER MECANIQUE DE PRECISION le 17/10/2019 ;
- Vu l'avis favorable de la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme émis le 2 mars 2020 ;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Drôme du 27 avril 2020 ;

ENTRE

VALENCE ROMANS AGGLO, représentée par Nicolas DARAGON, Président du Conseil communautaire, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, autorisé par délibération du Conseil communautaire du 29/03/2017, désigné ci-après "l'EPCI";

ET

Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte dudit Département, autorisé par une délibération de la Commission permanente du 27 avril 2020, désigné ci-après "le Département" ;

ET

TRAPIER MECANIQUE DE PRECISION, dont le siège social est à Chabeuil, immatriculée au RCS de Romans sous le numéro 799 369 376, représentée par Christophe TRAPIER, agissant au nom et en sa qualité de gérant de ladite société, désignée ci-après comme "l'entreprise" ;

PREAMBULE

Le Département souhaite continuer à favoriser l'installation et le développement d'entreprises sur le territoire concourant à la création d'emplois durables et qui s'engagent dans une démarche respectueuse de l'environnement.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, dite « loi NOTRe » a attribué aux communes, à la métropole de Lyon, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence de définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché.

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie de ces aides.

Par délibération du **29/03/2017**, l'EPCI a instauré une aide en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles et a décidé de déléguer au Département la compétence d'octroyer cette aide aux entreprises qui peuvent en bénéficier.

Le projet de la SAS AVISOR a été retenu comme créateur d'activité pour l'EPCI et le Département.

La présente convention a pour objet le suivi de l'aide, versée à un organisme relais, jusqu'au bénéficiaire final et les conditions de versement et de remboursement de cette aide en fonction des obligations respectives des parties.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – MONTANT DE L'AIDE

L'EPCI alloue une aide de **900,00 €** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Valence, aide à verser à la SCI LA FABRIQUERIE au titre d'organisme relais.

Le Département alloue une aide de **8 100,00 €** à l'entreprise pour son opération immobilière conduite dans le cadre de son installation à Valence, aide à verser à la SCI LA FABRIQUERIE au titre d'organisme relais.

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

ARTICLE 2 – PROGRAMME AIDE ET CONTREPARTIES

Les aides de l'EPCI et du Département sont attribuées à l'entreprise pour la réalisation d'un programme immobilier d'un montant de **380 000,00 € HT**.

De plus, l'entreprise, bénéficiaire final de l'aide doit justifier, à son lieu d'implantation, entre **le 17/10/2019 et le 17/10/2022** d'une contrepartie en activité soit :

- la création de **3 emplois** en Contrat à Durée Indéterminée équivalent temps plein.

A sa demande, l'entreprise pourra se dégager de ses obligations si elle a créé les contreparties ci-dessus avant les délais impartis.

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

Le paiement des sommes dues au titre de la présente décision est effectuée en trois versements. L'acompte ne pourra excéder 50% du montant prévisionnel de la subvention (aide intercommunale et départementale cumulée).

Le montant de l'aide pourra être réduit si le niveau de réalisation effectif du programme immobilier, décrit à l'article 2, n'atteint pas 200 000,00 €. Le versement du 2ème acompte sera réduit, voire annulé, et un

remboursement de la subvention versée pourra être demandé si l'aide d'aide à l'immobilier d'entreprise.

Il est rappelé que l'échelonnement des versements sur une période supra-annuelle soumet obligatoirement les parties au respect des règles de l'annualité budgétaire.

Les documents justificatifs énumérés dans les articles 3-a, l'article 3-b et l'article 3-c doivent être présentés revêtus de la signature des parties et, s'il s'agit de copies, certifiés conformes à l'original par une autorité compétente.

a - Versement du premier acompte de 50%

Le versement de l'acompte s'élève à **4 500 €** soit :

DEPARTEMENT DE LA DROME..... 4 050,00 €
EPCI.....450,00 €

Il est effectué au démarrage de l'opération sur présentation :

-de l'acte de vente signé.

b - Versement du 2^{ème} acompte de l'aide de 30%

Le versement du 2^{ème} acompte s'élève à **2 700,00 €**, versé par : **DEPARTEMENT DE LA DROME.**

Il intervient un mois après l'installation de l'entreprise dans les locaux constatée par :

- un récapitulatif par nature des travaux, nom de l'entreprise et montant H.T permettant d'apprécier la recevabilité des dépenses réalisées et certifié par l'expert comptable ou CAC de l'entreprise.
- une attestation du président de l'EPCI, constatant l'installation de l'entreprise dans les locaux et sa date.

c - Versement du solde de l'aide

Au vu de la réalisation des contreparties conformément à l'article 7.

d - Conditions du versement

Les versements sont effectués au compte **de l'entreprise.**

Si l'entreprise fait l'objet d'une procédure judiciaire, la décision du Tribunal de Commerce de la mettre en liquidation ou de faire procéder à la cession des actifs de l'entreprise, entraîne de droit l'annulation du concours du Département et la suspension des procédures de paiement en cours.

ARTICLE 4 – VALIDITE de la DECISION D'OCTROI DE LA SUBVENTION

Le délai de validité de décision d'octroi est de 2 ans après le 31 décembre de l'année d'attribution, soit le 31/12/2022.

Il est prorogeable au maximum une fois, pour un an, par la Commission permanente du Conseil départemental dans des cas dûment justifiés. Toute dérogation complémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle et sur décision de l'Assemblée départementale.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA SCI

La SCI s'engage :

- à réaliser l'opération telle que décrite à l'article 2 de la présente convention pour ce qui concerne le volet immobilier ou sous son contrôle dans le cas où elle mandate un tiers pour la réalisation de l'ouvrage.
- à répercuter l'intégralité de l'aide de l'EPCI et l'aide départementale à l'entreprise par atténuation des loyers.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander.
- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après, dans un délai de un mois à compter de la date de leur survenance :

- en cas de modifications apportées aux conditions de location ou dans l'affectation et la destination des locaux visés à l'article 2 ;
- en cas de vente de l'immeuble décrit à l'article 2 précité.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage :

- à créer les emplois prévus à l'article 2 de la présente convention dans les délais impartis par cet article 2, **prenant en compte les emplois créés de façon consolidée par TRAPIER MECANIQUE DE PRECISION**. Ils devront être pourvus au jour du contrôle ; ne seront donc pas pris en compte les emplois créés et occupés temporairement en raison du départ volontaire ou non du salarié ;
- à occuper et à maintenir l'activité et les emplois sur le site subventionné par l'EPCI et le Département pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention ;
- à solliciter l'accord préalable de l'EPCI et du Département avant tout projet de cession pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention. A défaut, l'entreprise s'engage à restituer la totalité de la subvention versée à l'EPCI et au Département.
- à apposer à l'entrée du bâtiment subventionné par l'EPCI et le Département une plaque comportant la mention : « **financé avec le soutien VALENCE ROMANS AGGLO et du DEPARTEMENT DE LA DROME** » ainsi que les logos intercommunal et départemental.
- à fournir à l'EPCI et au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander dans le cadre de la présente convention ;
- à transmettre à l'EPCI et au Département toutes informations relatives aux événements énumérés ci-après à compter de la date de leur survenance, immédiatement par tout moyen :
 - en cas de modification dans la répartition du capital ainsi que de toute cessation ou réduction notable de son activité, de dissolution ou de transfert de propriété des locaux ayant bénéficié de l'aide ;
 - en cas de procédure collective, de règlement ou de liquidation judiciaire ;

ARTICLE 7 – MODALITES DE CONTRÔLE DE RÉALISATION DES CONTREPARTIES

Un contrôle des engagements pris par l'entreprise en vertu de l'article 2 de la présente convention, est réalisé par l'EPCI et le Département à l'expiration du délai accordé pour la réalisation du programme, soit **le 17/10/2022**.

Le remboursement total ou partiel de l'aide consentie est exigé dans le cas où les dispositions des articles 2, 5 et 6 n'ont pas été respectées et à hauteur des montants appliqués aux emplois figurant dans la délibération de la Commission permanente visée plus haut.

ARTICLE 8 – CHARGE DU REVERSEMENT

La charge du reversement incombe :

- à l'entreprise, bénéficiaire de l'aide.

Un examen des cas de défaillances rencontrées peut, en tant que de besoin, être effectué par la Commission organique développement du Conseil départemental de la Drôme.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention une fois signée entrera en vigueur à compter de sa notification aux parties. Elle prendra fin après extinction des obligations fixées dans les articles 2, 5, 6, 7 et 8 et constatées par l'EPCI et le Département.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention se fera par avenant.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par l'EPCI et/ou le Département par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La liquidation judiciaire de l'entreprise exploitante entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention à la date de jugement de la liquidation. Toute subvention non versée à cette date sera réputée caduque.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le recours contentieux se fera auprès du Tribunal compétent.

Fait à Valence, le....., en 3 exemplaires originaux.

TRAPIER MECANIQUE DE PRECISION,

Nom du signataire
Cachet

DEPARTEMENT DE LA DROME,

VALENCE ROMANS AGGLO,

Nom du signataire
Cachet